

# Rapport général ouvrant les rencontres sur la mondialisation (extraits)

Frédéric Boccara

## Introduction



**À présent, la mondialisation est en crise profonde, sans même parler du nouvel éclatement financier qui menace.**”

**J**e voudrais souligner l'événement que constitue cette rencontre : c'est la première fois depuis très longtemps que nous avons cette occasion d'échanges et de débats à l'initiative du PCF entre forces progressistes, syndicales et partis communistes, intellectuels, citoyens, forces associatives de la société civile venant d'une grande diversité de pays, ici à Paris, hors période de congrès du PCF. Et ce d'autant plus sur un sujet à la fois précis et transversal, la mondialisation capitaliste, avec une double exigence : construction pour une mise en œuvre et échanges théoriques. Certains me disent qu'il faudrait remonter à 1966, avec la conférence internationale de Choisy-Le-Roi sur le CME (capitalisme monopoliste d'État).

### Je veux d'abord insister sur le contexte

Le contexte c'est d'abord l'importance de la mondialisation dans les consciences comme dans la réalité économique. Elle pèse dans les mentalités comme une contrainte empêchant d'envisager les possibilités de changement, d'alternative. Elle pèse avec sa logique, ses règles, ses acteurs (comme les multinationales) et ses institutions politiques ou financières.

Mais c'est aussi une grande question anthropologique de conception du monde, de se penser dans le monde : la question d'une humanité commune... ou pas ! De plusieurs civilisations irréductiblement différentes et en chocs ? de la domination impériale d'une

partie de l'humanité sur l'autre, voire d'une partie du globe ? ou bien d'une civilisation commune à toute l'humanité ?

Car la mondialisation capitaliste a créé à la fois gravité, crise et un potentiel pour un monde commun.

### Un bref retour dans l'histoire récente

Ces dernières décennies nous avons connu, en plusieurs temps, une phase considérable de mondialisation économique. Elle a plusieurs causes. Nous reviendrons dessus. Trois forces fondamentales la travaillent : la révolution technologique informationnelle, la globalisation financière, et la profonde crise de suraccumulation du capital – une crise systémique, disons-nous, ouverte dès le tournant 1967-1973, qui s'exprime par les difficultés du taux de profit profondes et récurrentes. Peut-être pouvons-nous, pourrions-nous, converger sur ce diagnostic que je viens d'énoncer ?

Globalisation financière et révolution technologique sont à la fois cause et effet. Elles sont aussi facteurs de transformations profondes, qui posent aujourd'hui la question de la maturation proprement révolutionnaire du système, avec une crise systémique inédite.

Au cœur de cette mondialisation en crise il y a le dollar US et les firmes multinationales (ou transnationales). Il s'agit d'un dollar à l'impérialisme renforcé et de multinationales d'un type nouveau. Ce sont les deux questions majeures sur lesquelles nous pensons qu'il nous faut, que nous pouvons peut-être, avancer ensemble. C'est notamment pourquoi, au-delà de parler d'impérialisme, nous posons plutôt la question d'un néo-impérialisme. Caractériser l'impérialisme actuel est d'ailleurs une question que se posent de nombreux marxistes dans le monde.

À présent, la mondialisation est en crise profonde, sans même parler du nouvel éclatement financier qui menace. Nous sommes peut-être à un point tournant de l'histoire.

Ladite « guerre économique » déclenchée par Trump est significative. Plus généralement, le capital attise tout un ensemble de nationalismes qui masquent ses responsabilités et l'idéologie néolibérale. Nous récusons les nationalismes.

Dans le même temps, le capital tente de proposer à d'autres la voie d'une intégration mondiale renforcée, une sorte de « global-libéralisme » pour intégrer à ses objectifs, avec des déclinaisons régionales

comme la marche renforcée vers un fédéralisme européen, que nous récusons aussi.

Au fond, il y a une crise dans la mondialisation et la mondialisation est à la croisée des chemins.

Et les peuples montent au créneau, de Santiago du Chili à Bagdad, en passant par Beyrouth, Alger sans oublier l'Équateur, ni les manifestations mondiales de la jeunesse sur le climat. Ou bien ici, en France, avec ce très profond et massif mouvement contre la réforme des retraites qui vise à baisser les pensions et reculer l'âge de départ.

Ainsi, un tout récent sondage de Edelman Trust Barometer réalisé dans 28 pays, représentant les deux tiers de la population mondiale, montre que 56 % des sondés pensent désormais que «le capitalisme tel qu'il existe fait plus de mal que de bien dans le monde». La mondialisation est bien en crise dans les consciences aussi.

Les États-Unis de Trump, et le capitalisme avec ses multinationales tentaculaires et sa globalisation financière folle, apparaissent pour la première fois depuis très longtemps porteurs d'un égoïsme mortifère. Or la montée des périls, ou des crises, tant climatiques que sociaux, des réfugiés, voire sanitaires ou militaires, exige coopération et action commune. C'est aussi pourquoi nous récusons les illusions rétrogrades de «démondialisation», fausse radicalité. Nous récusons aussi les illusions de conciliation systématique avec la logique du capital financier, l'idée de «capitalisme domestiqué» travaillé par la social-démocratie mondiale. Il faudra certes des solutions intermédiaires, des compromis viables pour avancer, mais avec une visée tout autre.

Et dans le même temps, on observe que la Chine semble chercher une voie coopérative aux relations économiques, une conception «gagnant/gagnant». Elle peut apparaître même comme facteur de stabilité. Au-delà des profondes contradictions (démocratie, dualisme avec le capital financier), cela reporte en quelque sorte les attentes sur nous. D'où le besoin urgent de travailler à promouvoir des voies alternatives, porteuses de sens, à la hauteur, cohérentes et viables, les promouvoir tant dans

les idées que dans des initiatives politiques ou de lutte.

L'hypothèse que nous faisons, c'est que se cherche une nouvelle phase dans la mondialisation.

C'est pourquoi nous posons d'emblée, dès le titre de notre colloque, la question d'un monde de partage et de coopération. Nous devons avoir la hardiesse de penser cette nouvelle phase. Et de lui imprimer notre marque! Notre apport lui est indispensable.

Le besoin d'une nouvelle logique est fort.

Pour me faire comprendre je prendrai deux exemples :

– Suffit-il de faire payer des impôts aux multinationales (comme solde de tout compte) tout en leur laissant polluer la planète, menacer le climat, mettre en cause la santé, menacer les libertés individuelles et démocratiques, détruire l'emploi et déstabiliser les systèmes sociaux de pays entiers? Ou faut-il leur imposer de produire autrement? D'autres décisions? une autre gestion? Et si oui, comment? Où les attraper?

– Les apports budgétaires (fiscaux) des pays suffiront-ils pour un fonds mondial pour le climat, sachant qu'il faut des sommes énormes et qu'on n'y arrive pas jusqu'à présent, sachant que dans le même temps, des milliers de milliards vont tous se placer en dollar aux États-Unis et que toutes les opérations financières explosent, sachant qu'il faudra aussi des milliards pour les migrations, pour la protection sociale et pour les services publics dans le monde entier, sans compter ce qu'il faudra pour répondre à la récession et à la crise financière qui se profilent? Ou faut-il mettre en cause le monopole d'attractivité du dollar? le rôle actuel des banques centrales? Faire levier sur la création monétaire mondiale? Poser la question du FMI?, des milliards de liquidités déversées par les banques centrales dans le monde? Et de leur orientation!

Même Kenneth Rogoff (ancien *chief economist* du FMI) doute. Il dénonçait hier même (jeudi 6 février, *Les Échos*, page 12) : «l'illusion de la politique budgétaire comme rempart face à la récession». Et il insiste : «la solution idéale ne consiste pas à écarter la politique monétaire mais



à trouver les moyens de renforcer son efficacité».

Cela en dit long sur l'inquiétude, comme sur le désarroi des élites financières mondiales. Car, tout en insistant sur la politique monétaire, tout en prenant acte d'un certain échec, il ne propose que de «renforcer», c'est-à-dire faire «mieux» la même chose!! Et il ne dit pas un mot du dollar, ni du FMI.

En France, la conciliation entre les besoins de profit du grand capital et les besoins de dépenses sociales un temps possible, est mise en cause. D'où la brutalité de l'attaque avec la réforme des retraites. D'où aussi la prise de conscience accélérée, la repolitisation à vitesse grand V de la société française et de notre peuple.

D'où aussi le besoin d'alternative : le *statu quo* n'est plus possible, pour le camp du progrès social non plus.

Il faut une tout autre mondialisation, avec des institutions nouvelles et/ou profondément refondues.

Et au fond viser à transformer toute la régulation : les règles (de circulation des capitaux, par exemple, ou de comparaison des produits par le seul prix), les régulateurs concrets (les mettre en cause : taux d'intérêt, rentabilité financière), les réglages (politique économique et gestion des entreprises).

### Un nouvel internationalisme

Nous voulons développer un nouvel internationalisme, Igor l'a aussi affirmé. C'est d'ailleurs

l'orientation adoptée lors de notre 38<sup>e</sup> congrès.

Au-delà de relations diplomatiques, au-delà de relations de solidarité, et pour les renforcer, il y a besoin d'avancer dans le sens de batailles communes et de voir que l'économie est fondamentale dans les batailles communes internationales possibles et nécessaires.

Nous récusons l'enfermement dans le couple « État/marché », car elle fait le silence sur deux acteurs majeurs : les entreprises et les banques. Or ce que font les entreprises et les banques est peut-être la question décisive, et donc l'action sur les entreprises et les banques. Une question proprement politique. Par exemple, il nous faut conquérir des pouvoirs, créer des institutions nouvelles pour donner aux peuples les moyens d'agir démocratiquement sur les

entreprises et les banques, et bien sûr sur les territoires.

Cette rencontre est une rencontre qui vise à « comprendre pour intervenir », intervenir où et sur quoi, avec qui, comment et dans quel but, et à commencer à s'organiser pour cela.

### Un monde nouveau

Il faut voir, enfin, à quel point ce monde est nouveau : révolution informationnelle, révolution monétaire (de libération du lien à l'or), révolution démographique, révolution écologique, et même révolution militaire (avec la bombe nucléaire).

Révolution des forces productives donc, mais sans qu'une révolution des rapports sociaux de production, de consommation, de répartition et de circulation, n'ait eu

lieu. C'est dire le besoin de révolution sociale ! Et ces questions se jouent pour une grande part dans l'économie et dans leur dimension mondiale. C'est dire le besoin de mettre en mouvement une autre mentalité, une autre conception « morale » de la vie, une autre « anthroponomie », pour mettre en mouvement les changements économiques indispensables dans une ambition de civilisation nouvelle, de partage et de paix pour l'humanité tout entière, de développement des biens communs.

Nous avons besoin de comprendre ce qui se joue, comment les données objectives ont changé, avec une analyse marxiste de notre temps, en les insérant dans le débat, mais aussi de formuler des propositions affrontant cette nouveauté, à l'appui des luttes sociales et politiques. ■■■

## La mondialisation : état des lieux économique

**L**a mondialisation économique, c'est d'abord les **exportations et importations de biens**

qui se sont démultipliées dans le monde, à une vitesse bien plus grande que la croissance des richesses produites (le PIB) : les exportations mondiales de marchandises ont quintuplé de 1990 à 2018 (x5,3) contre une multiplication par 3,8 pour le PIB (y compris inflation, dans les deux cas, source OMC).

Ce sont aussi les **exportations et importations de services** qui se sont accrues encore plus vite : multipliées par 7,8 durant la même période (hors tourisme, source OMC).

Mais ce sont encore les **mouvements de capitaux** qui ont décuplé et l'ouverture plus ou moins forte de tous les pays à ces flux de capitaux. Ces mouvements de

capitaux ont à la fois une dimension spéculative et une dimension de prise de contrôle d'entreprise entre les pays (les fameux IDE, mais aussi les Investissements de portefeuille). Ainsi les stocks de capital détenus dans les entreprises pour une participation de plus de 10 % (IDE) ont été multipliés par 12 depuis 1990 et les flux d'investissements de portefeuille représentaient 3 000 milliards d'euros en 2017. Ensemble, le stock des investissements étrangers dans les pays, directs et de portefeuille, représente plus de 100 % du PIB mondial.

Cela a une conséquence sur un autre flux : les dividendes et **revenus du capital étranger**. Ils ont pris une part considérable, non seulement dans les flux internationaux mais aussi dans le revenu national de nombreux pays, soit en prélèvement sur celui-ci, soit

“

**La mondialisation économique, c'est d'abord les exportations et importations de biens qui se sont démultipliées dans le monde, à une vitesse bien plus grande que la croissance des richesses produites (le PIB).**

”